

Les camps du Kivu ou la gestion de l'éphémère

Roland Pourtier
Géographe

La question des réfugiés hutu du Rwanda a défrayé l'effrayante chronique de l'histoire de la région des Grands Lacs. Une première fois, en juillet-août 1994, lorsque des centaines de milliers de Hutu fuyant l'avance des troupes du FPR (Front patriotique rwandais) franchirent les frontières du Zaïre, de la Tanzanie et du Burundi. Le raz de marée humain qui déferla sur le Kivu fut alors estimé à 1,3 million d'hommes, de femmes, d'enfants. Plusieurs dizaines de milliers d'entre eux (entre 80 000 et 100 000) moururent d'épuisement, de faim, du choléra, avant que l'intervention humanitaire d'urgence parvienne à stabiliser la situation.

Une deuxième fois, à partir d'octobre 1996, lorsque les combattants Banyamulenge épaulés par des Tutsi du Rwanda attaquèrent les camps de réfugiés du Kivu, déclenchant la guerre du Zaïre. Les uns comme les autres avaient de bonnes raisons de le faire. Les Banyamulenge, pasteurs tutsi installés depuis des générations dans le massif de l'Itombwé, au sud-ouest d'Uvira, vivaient depuis quelques temps sous la menace des forces armées et de l'administration zaïroises : exactions en tous genres, menaces de spoliation de leurs biens ou d'expulsion, remise en cause de leur nationalité. Les provocations s'étaient multipliées durant l'été. Le pouvoir de Kigali, quant à lui, était inquiet devant la réorganisation d'une force militaire hutu et le nombre croissant d'incursions meurtrières au Rwanda. Les camps hébergeaient en effet, depuis plus de deux ans, non seulement la population civile, mais aussi les ex-FAR (Forces armées rwandaises) qui s'étaient repliées en bon ordre devant l'avance du FPR – en partie grâce à la protection de la « zone de sécurité » de l'opération Turquoise – et les miliciens

interahamwé, principaux acteurs du génocide de 1994. Ces « génociteurs » exerçaient un contrôle sur la population des camps qu'ils avaient dissuadée de retourner au Rwanda.

L'attaque de ces derniers, partie de la région d'Uvira, gagna rapidement les zones de Bukavu et de Goma ; les deux capitales régionales, abandonnées par les FAZ (Forces armées zaïroises) tombaient aux mains des « rebelles » le 30 octobre 1996. Pris de panique, les réfugiés tentèrent de fuir les combats, abandonnant les camps soumis aux bombardements : Kibumba notamment, à une encablure de la frontière, était situé sous le feu de l'artillerie rwandaise. Un demi-million d'entre eux se regroupèrent à Mugunga-Lac Vert, là où se trouvait l'État-major des ex-FAR. Mais les combattants hutu ne purent résister à l'avancée des Tutsi. La prise de Mugunga fut décisive : le 15 novembre, des colonnes compactes de réfugiés se mettaient en marche en direction du Rwanda. Ces retours, mi-volontaires, mi-contraints, auraient concerné entre 600 000 et 800 000 personnes. Pendant ce temps, les réfugiés qui ne voulaient pas rentrer au Rwanda, militaires, miliciens et autres génociteurs, sans compter la masse de ceux qui se trouvèrent plus ou moins pris en « otage », s'enfonçaient vers l'ouest, dans la forêt de la cuvette congolaise.

Commença alors une fuite jalonnée par des camps provisoires, dont les noms sont déjà retombés dans l'oubli : Shabunda, Tingi Tingi, Amisi, Kasese, Biaro, autant d'étapes sur le chemin de la mort où l'humanitaire ne put éviter de s'empêtrer dans le militaire. La marche victorieuse de Kabila à la tête de l'AFDL (Alliance des forces démocratiques pour la libération du Congo-Zaïre), constituée le 18 octobre 1996, semble avoir fait le vide sur son passage. Les témoignages sur les charniers et les obstacles mis par le nouveau pouvoir pour empêcher les investigations d'une commission d'enquête ne laissent guère de doute quant à la réalité des massacres délibérés de Hutu. Le décompte n'en sera jamais fait. Quelques milliers d'entre eux ont réussi à gagner le Congo, la RCA, la Zambie ou l'Angola. Mais les autres ? Si l'on admet que les statistiques du HCR étaient relativement fiables, ce sont entre 300 000 à 500 000 personnes qui pourraient peut-être manquer à l'appel. Dans son dernier rapport annuel, le HCR estimait à plus de 400 000 le nombre de réfugiés qui avaient fui à l'intérieur du Zaïre, et se disait sans nouvelle de 215 000 d'entre eux à la date du 1er juillet 1997 (HCR 1997).

Une chose est sûre : il n'y a plus de camps de réfugiés hutu dans la République démocratique du Congo, née le 17 mai 1997, sur les cendres du Zaïre. La disparition des camps n'exclut pourtant pas la présence de petits groupes hutu dispersés dans des lieux difficiles d'accès, ou de bandes armées, notamment dans l'est du pays. À défaut d'un règlement politique global, l'insécurité et la violence ne sont pas prêtes de disparaître de la crête Congo-Nil. La guerre du Zaïre (Hérodote, 1997) a toutefois permis à Paul Kagame, l'homme fort de Kigali, d'éliminer la menace que faisait peser la présence des camps de réfugiés et de leur potentiel de réorganisation militaire aux frontières du Rwanda.

La brutale disparition des camps et la dispersion des 1 200 000 Hutu qui y séjournèrent pendant plus de deux ans ne sauraient justifier le silence. Les laves noires sur lesquelles avaient été implantés les camps du Nord-Kivu, au pied des volcans du parc des Virunga, redeviennent maîtresses des lieux. La forêt, détruite sur plusieurs centaines d'hectares, portera pendant quelques dizaines d'années les cicatrices des défrichements. Ne restera bientôt plus que la petite flamme vacillante de la mémoire. Parler de camps qui ne sont plus – espaces révolus d'une géographie de l'éphémère – alimente cette flamme et, surtout, la réflexion sur le phénomène des réfugiés.

Ma contribution à cette réflexion remonte à une mission au Kivu en février-mars 1996. Depuis lors, la serpillière de l'Histoire est passée. Depuis lors aussi, quelques livres-témoignages sont parus, montrant toute la complexité de problèmes trop souvent abordés sur un mode manichéen (Dorlodot 1996, Godding, 1997). Les dates de l'exposition des faits et de leur analyse sont naturellement essentielles : les camps avaient, en quelque sorte, atteint leur vitesse de croisière, leur administration bien rodée fonctionnait sans heurt majeur. Il était clair cependant que les tensions s'accumulaient dans ce mouchoir de poche des Hautes Terres du Kivu que l'environnement géopolitique avait transformé en baril de poudre. Pas uniquement, d'ailleurs, du fait des camps de réfugiés, mais par suite des déchirements internes d'une région qui se remettait à peine d'un cycle de violences politico-ethniques, lorsqu'elle fut prise dans le cataclysme rwandais (Pourtier, 1996). Plus d'un observateur, notamment au HCR, redoutait l'étincelle, sachant que les ONG resteraient impuissantes en cas de déflagration, ce que le déroulement de la guerre devait bientôt confirmer.

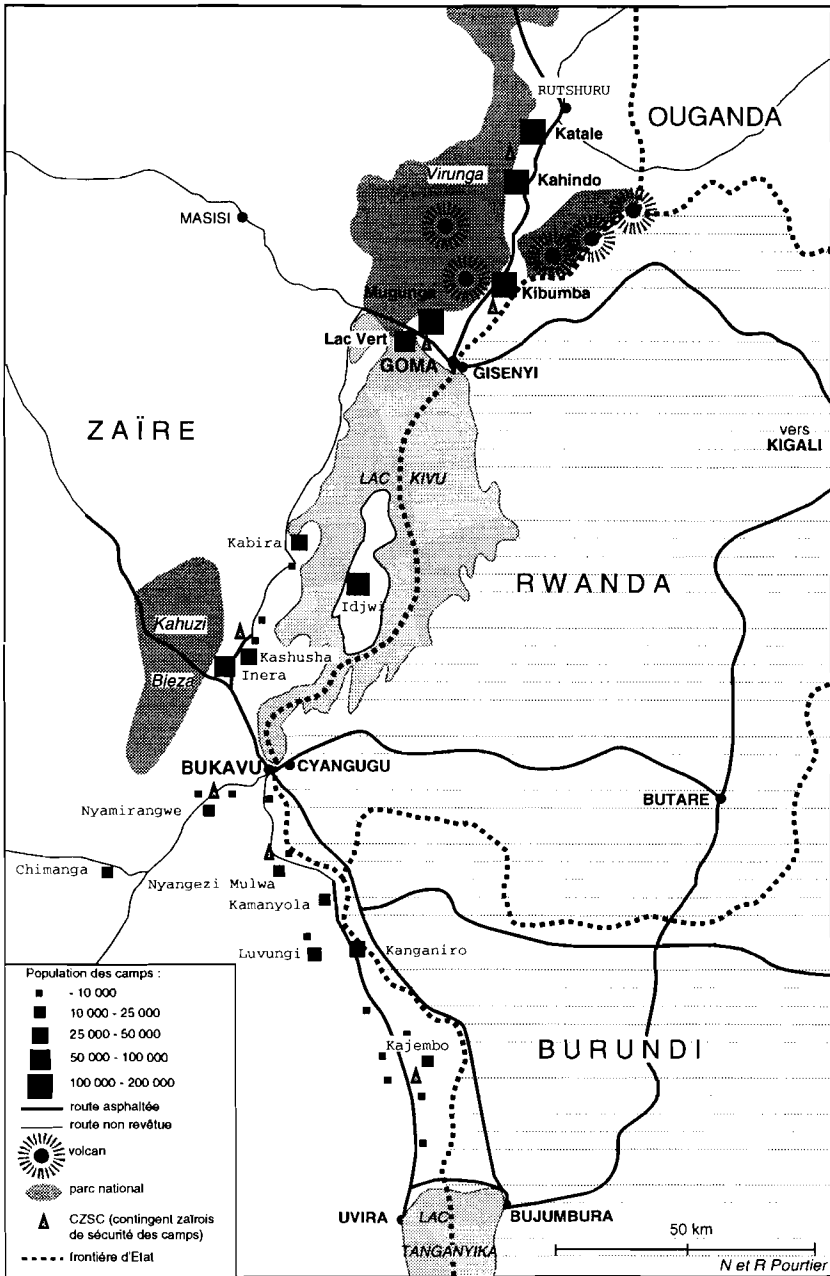


Figure 1
 Camps de réfugiés au Kivu (janvier 1996).

S'il m'a paru nécessaire de remettre brièvement la question des réfugiés hutu du Zaïre dans sa perspective historique, j'ai jugé préférable de réorienter mon propos sur l'organisation des camps. Ce point de vue pose, de toute façon, des questions où l'on retrouve la dimension cachée de l'entreprise humanitaire et de la dimension politique.

■ Lieux éphémères de la survie

La répartition spatiale des camps de réfugiés présentait un saisissant contraste entre le Nord-Kivu, et ses énormes concentrations humaines, et le Sud-Kivu, aux camps nombreux mais beaucoup moins peuplés (figure 1). Cette différence tient d'abord aux conditions de l'arrivée des réfugiés : le 14 juillet 1994, le flot des Hutu commence à déferler sur Goma au rythme de 10 000 par heure ; en quelques jours 700 000 à 800 000 personnes submergent la ville. Au Sud-Kivu, les entrées seront moins massives (autour de 400 000 personnes) et plus étalées dans le temps, à la faveur notamment de l'opération Turquoise, achevée le 21 août 1994, qui régula les entrées par Bukavu. Mais les conditions géographiques ont aussi joué. Au nord de Goma, les espaces sont très disputés : entre le Parc des Virunga et des territoires agricoles aux fortes densités, il ne restait pour installer les réfugiés que quelques champs de laves stériles au pied du Nyriragongo, du Nyamuragira ou du Karisimbi. Étant donné l'urgence qu'il y avait à évacuer les réfugiés de Goma, ravagé par l'épidémie de choléra, quatre sites de coulées volcaniques furent retenus dans la précipitation. Une partie des réfugiés s'étaient dispersés dans les villages de la région où ils trouvèrent une aide spontanée auprès des communautés Banyarwanda d'origine hutu (Banyarwanda désignant les originaires du Rwanda, toutes ethnies confondues). Mais, en novembre 1994, les autorités zaïroises, désireuses de renforcer leur contrôle, décidèrent de regrouper tous les réfugiés dans les camps, provoquant un fort accroissement de leurs effectifs (tableaux 1 et 2).

Les camps de la zone de Bukavu (300 000 réfugiés) hébergèrent les réfugiés arrivés via Cyangugu et Bukavu. À Kashusha étaient regroupés des originaires de Kigali, des fonctionnaires, des militaires, des

Bukavu			
Kabira	26 400	Nyatende	9 000
Kalehe	6 600	Cidaho	300
Murhala	6 600	Nyamirangwe	18 900
Katana	3 200	Bideka	1 000
Adi Kivu	8 000	Izirangabo	1 000
Inera	52 300	Nyangezi	8 500
Kashusha	38 500	Nyangezi Mulwa	19 300
Hongo*	19 400	Chimanga	12 400
Nyakavogo	5 600	Birava	9 300
Mushweshwe	1 200	Idjwi	41 000
Muku	2 300		
* camp détruit courant 1995			
Uvira			
Kamanyola	14 800	Kibogoye	3 700
Lubarika	7 400	Kajembo	16 600
Kanganiro	29 000	Biriba	2 000
Luvungi	13 600	Runingo	3 500
Luberizi	6 200	Kagunga	3 600
Rwenena	7 000		

■ Tableau 1
Population des camps du Sud-Kivu,
mars 1995.

Katale	200 000
Kahindo	110 000
Kibumba	200 000
Mugunga-Lac Vert	200 000

■ Tableau 2
Population des camps du Nord-Kivu,
janvier 1996 (chiffres arrondis).

Source : HCR, Kinshasa, 1996.

intellectuels ; ce camp, par suite de la composition de sa population, avait la réputation d'être sensible et d'abriter de nombreux génocidaires. Il bénéficiait de bonnes structures d'encadrement animées par les Rwandais eux-mêmes et attirait des réfugiés qui se sentaient isolés et menacés dans des camps de petite taille : il en était résulté un entassement de la population, 47 000 personnes en février 1996, alors que les infrastructures avaient été prévues pour 25 000. L'extension du camp se heurtait au manque d'espace disponible et au refus des propriétaires coutumiers de céder de nouveaux terrains.

La composition des camps de la zone d'Uvira (110 000 réfugiés) était très différente, 4/5^e des réfugiés étant originaires du Burundi. La proximité de Bujumbura alimentait les échanges transfrontaliers dont la nature et l'importance fluctuaient en fonction de la situation politique dans la capitale burundaise. Un certain nombre de fonctionnaires ou de commerçants hutu de Bujumbura résidaient à Uvira, pour des raisons de sécurité. La zone d'Uvira servait aussi de base arrière pour la rébellion armée contre le pouvoir tutsi du Burundi.

La construction des abris précaires, dénommés par dérision « blindés », fut rapidement conduite, avec l'apport matériel de l'USAID, notamment, et l'aide d'ONG britanniques (Action/Aid/Assist/UK). Chaque famille recevait une toile plastique (sheeting) de 6 x 4 m à fixer sur des piquets de bois : une multitude de taches bleues, vertes ou blanches, tranchant sur le noir des laves, signalait de loin la présence d'un camp. Des tentes de plus grande dimension abritaient les différents services : administration, santé, centres de distribution des vivres, Pas de constructions en dur, car les camps n'étaient pas destinés à s'installer dans la durée.

Durant leurs deux années de vie, des dynamiques de différenciation de l'espace ébauchèrent une transformation du paysage des camps. Bien qu'il se fût agi d'espaces d'attente, suspendus à l'aide internationale, et ne pouvant générer que du provisoire, la vie commençait à y déployer sa diversité. Des processus urbanisants s'y dessinèrent. Certaines familles entreprirent d'améliorer leur habitat : bricolage pour agrandir l'abri familial, construction de murs de pierre ou de cloisons végétales. D'autres avaient aménagé un « jardin de case » par un patient travail d'épierrement et l'apport de terre végétale : des parcelles de choux, de maïs ou de manioc prirent place entre lave et sheeting. Les grands axes de circulation tracés au bulldozer, lors de

l'implantation des principaux camps, devinrent des rues de commerce et d'artisanat. Il y eut même des restaurants et quelques hôtels faits de toile et de broc, des débits de boisson plus ou moins clandestins, substituts des « cabarets » du Rwanda, et des cinémas pour projections vidéo.

Le Zaïre étant propice à toutes sortes de trafics, les camps devinrent une pièce non négligeable dans le jeu informel de l'économie régionale : par temps de crise, l'injection quotidienne de l'équivalent d'un dollar par réfugié n'était pas négligeable. Une partie des rations alimentaires du PAM (Programme alimentaire mondial) se retrouvait sur les marchés. Le braconnage, au détriment de la faune protégée du parc des Virunga, contribua à alimenter les camps en viande. Les militaires prélevèrent, bien sûr, souvent, plus que leur part, au point que les excès de leurs pillages au quotidien conduisirent le HCR à financer, à partir de février 1995, une force spéciale, le Contingent zaïrois de sécurité des camps (CZSC) : 1 500 militaires issus des corps d'élite de la Division spéciale présidentielle (DSP). Les « moutarde », de la couleur de leur uniforme, firent désormais partie de la vie des camps.

Les camps constituèrent aussi une ressource en main-d'œuvre considérable, compétente et peu onéreuse. Les citadins furent les premiers à l'utiliser pour faire face au boom de l'immobilier, qui s'empara en particulier de Goma. La demande du personnel expatrié de la cinquantaine d'ONG établie dans la capitale du Nord-Kivu fit flamber les loyers, les locations des belles villas de bord du lac pouvant atteindre 5 000 \$ par mois. La construction ne s'était jamais si bien portée. L'entreprise humanitaire a ainsi contribué à renforcer les positions économiques de la bourgeoisie urbaine, laquelle n'avait certes pas intérêt à voir fondre le pactole avec la fermeture des camps.

D'autres réfugiés trouvèrent à s'employer dans les exploitations agricoles, notamment les plantations de café, nombreuses dans la région. Chaque matin, des milliers d'hommes, de femmes, d'enfants se mettaient en mouvement, cheminant en rangs serrés, silencieux, au bord des routes conduisant à Goma ou Rutshuru, pour quelques heures de travail, ou une visite au marché. Leurs longues théories regagnaient les camps avant la nuit, qui chargé d'un bout de bois récupéré en cours de route, qui d'emplètes, la plupart comme ils étaient partis le matin : les heures de marche avaient tué l'ennui et contribué au main-

tien de la forme physique, si importante pour résister à la désespérance. De nombreux jeunes hommes s'adonnaient quant à eux au jogging : on y vit un entraînement militaire.

Lors du passage de la frontière, les réfugiés s'étaient vu confisquer une partie de leurs biens par les forces armées zaïroises, en particulier ce qui a toujours été très convoité, les véhicules. Dès la fin août 1994, les Forces Vives du Sud-Kivu avaient dénoncé « *le pillage systématique des biens meubles notamment du charroi automobile saisi en provenance du Rwanda et qui a fait l'objet d'un marchandage et d'un partage éhontés* » (Dorlodot, 1996, p. 124). L'importance du préjudice dépendait des capacités de négociation : Zaïrois et Rwandais ont pu s'entendre pour une exploitation commerciale commune, comme ce fut le cas des autocars encore marqués du sceau de la coopération entre le Japon et le Rwanda qui sillonnaient les routes du Sud-Kivu.

On comprend que les autorités zaïroises n'aient jamais eu une position claire vis-à-vis des camps. Les intérêts personnels locaux ne correspondaient pas forcément aux objectifs fixés par Kinshasa. La politique officielle du Zaïre manqua d'ailleurs de cohérence, le président Mobutu et son Premier ministre ne parlant pas toujours d'une même voix. En août 1995, Kengo Wa Dondo avait eu recours à la force pour contraindre les réfugiés au retour : 15 000 d'entre eux, surtout des femmes et des enfants, furent reconduits à la frontière, mais la brutalité des militaires souleva des protestations, notamment de la part du HCR, et Mobutu se présenta bientôt comme le protecteur des réfugiés. Des préoccupations électoralistes n'étaient pas étrangères aux prises de position des uns et des autres. Par la suite, des ultimatums (« les réfugiés doivent avoir quitté le Zaïre au 31 décembre 1995 ») restèrent lettre morte. En février 1996, une opération « retour volontaire » organisée sous le regard de la presse internationale au terme de l'accord tripartite signé à Genève le 20 décembre 1995 par le Rwanda, le Zaïre et le HCR, fut un fiasco : il y eut davantage de journalistes que de volontaires. La situation paraissait donc bloquée tandis que le climat s'alourdissait, avec une série de mesures prises courant 1996, pour dissuader les réfugiés de rester au Zaïre, telles que la « fermeture administrative » de certains camps destinée à restreindre la liberté de déplacement, ou l'interdiction de faire du commerce et d'enseigner. En réalité, aucune perspective ne s'offrait

aux réfugiés, contraints de gérer un présent sans autre lendemain qu'une reconquête militaire du pouvoir perdu par les extrémistes hutu en 1994.

■ La gestion du provisoire

Après la période dramatique et très médiatisée du déferlement des réfugiés au Kivu et de l'intervention de l'aide d'urgence, l'installation des camps conduisit à une rapide normalisation. L'encadrement rigide de la société rwandaise (aux antipodes de la fluidité zaïroise) se reconstitua dans les camps. Les structures politico-administratives autour des bourgmestres, des enseignants et des personnels de santé, sans oublier les Églises, principalement l'église catholique, reproduisirent dans les camps le tissu serré du contrôle social. Cela devait faciliter, au plan technique, la gestion des camps : le HCR et d'une manière générale toutes les ONG trouvèrent sans peine les relais nécessaires à leur bon fonctionnement. En revanche, la cohésion sociale a rendu complexe la question toujours non résolue des responsabilités du génocide de 1994. Kigali n'avait que trop tendance à considérer que tous les réfugiés étaient des génociteurs : leur fuite ne les désignait-elle pas comme coupables ou complices ? L'échec des retours volontaires était mis sur le compte des « intimidateurs », ce qui aurait pourtant dû disculper ceux qu'ils intimidaient...

La gestion des camps a été empoisonnée par cette confusion entre innocents et coupables, par la pression que les militaires, les *inter-ahamwé* et les cadres politiques exerçaient sur le reste de la population. Dès la fin de l'année 1994, le temps de l'urgence étant passé, Médecins sans frontières avait décidé de cesser son aide pour ne pas cautionner la reconstitution, à l'abri des camps, de la force militaire du pouvoir extrémiste hutu. Seule ONG à avoir pris cette position – considérée comme une désertion par les autres ONG qui restaient sur le terrain – MSF avait considéré que l'engagement humanitaire ne pouvait occulter le politique. Or, c'est bien cette dimension politique qui est la moins bien partagée par l'humanitaire. Les millions de dollars dépensés au Kivu ont offert un sursis de deux ans à ces dizaines de milliers de réfugiés promis à la mort dès l'instant où le

personnel des ONG pliait bagage. Le HCR rend aujourd'hui la nébuleuse « communauté internationale » responsable de n'avoir pas voulu prendre les décisions politiques qui auraient permis de séparer le bon grain de l'ivraie : « Le HCR a très vite mesuré la gravité du problème et a demandé à maintes reprises à la communauté internationale de séparer les éléments armés et les intimidateurs de la population réfugiée civile. Mais la volonté politique de procéder à une telle action ne s'est tout simplement pas manifestée » (HCR, 1997, p. 20). Bonne conscience, mauvaise conscience, irritante aporie.

Surveiller la santé

À défaut d'un horizon politique éclairci, les camps s'organisaient pour la vie, d'autant qu'ils étaient composés d'une population jeune.

0-2	2-5	6-15	16-49	50 et plus	total
9 950	13 103	43 099	81 586	6 749	154 487

Source : HCR Goma.

■ Tableau 3

Répartition par groupes d'âge
au camp de Mugunga, décembre 1995.

Après les premiers mois d'effondrement démographique vint l'ère du baby boom. Pour l'ensemble des camps du Nord-Kivu, le taux de natalité explosa au cours de l'année 1995 : 15 pour 1 000 entre janvier et mai, 38 en juillet, 45 en décembre. Les taux variaient selon les camps, en relation avec leur composition sociologique : la moyenne pour l'année 1995 s'établissant à 40 à Kibumba, camp constitué majoritairement de ruraux, contre 31 à Kahindo où étaient regroupés des originaires de Kigali et 29 à Mugunga, camp à forte concentration d'intellectuels et de militaires. Les avortements suivirent une courbe inverse, traduisant la stabilisation après la période d'effondrement physique et psychologique : 190 pour 1 000 en avril 1995, 80 en juin, 30 en décembre. L'évolution se confirmait en 1996. Durant la septième semaine (12 au 18 février), les camps du Nord-Kivu avaient enregistré 508 naissances pour 29 décès.

En 1996, la population réfugiée était donc installée dans la croissance, une croissance dépassant de loin tous les taux régionaux : cela

aurait fortement pesé sur le fonctionnement et la dynamique des camps, notamment en ce qui concerne la santé, la nutrition, l'éducation et, à plus long terme, la gestion politique d'une masse croissante de jeunes. L'histoire n'a pas permis à la question d'être posée, les réfugiés rwandais au Zaïre ne sont pas devenus de « nouveaux Palestiniens » (Dorlodot, 1996) comme le redoutait l'archevêque de Bukavu, M^{gr} Munzihirwa, assassiné lors de la prise de Bukavu.

Dans le domaine de la santé, les ressources humaines des camps avaient été progressivement mobilisées, après le temps de l'urgence, comme en témoigne l'évolution du personnel médical et para-médical.

Médecins			Infirmiers			Auxiliaires assistance sociale	
Expatriés	Zaïrois	Rwandais	Expatriés	Zaïrois	Rwandais	Zaïrois	Rwandais
novembre 1994 (population totale 433 000)							
58	2	50	122	196	796	34	1 437
novembre 1995 (population totale 743 000)							
7	10	40	22	159	553	25	1 321

Source HCR Goma.

■ Tableau 4

Personnels de santé dans les camps du Nord-Kivu :
comparaison nov. 1994-nov. 1995.

La normalisation de la situation sanitaire s'est traduite par une forte baisse du taux d'encadrement médical, particulièrement en ce qui concerne les expatriés dont la présence était moins nécessaire une fois l'urgence passée. L'encadrement médical, l'organisation des hôpitaux et dispensaires étaient dans l'ensemble satisfaisants, et les réfugiés mieux soignés que les Zaïrois contraints de payer soins et médicaments. Grâce à des rations appropriées et des aliments enrichis, les cas de malnutrition, notamment infantine, étaient devenus rares. La présence permanente dans les camps des services médicaux et la disponibilité de médicaments permettaient des interventions immédiates, ce qui plaçait les réfugiés dans une situation bien meilleure que celle des villageois éloignés des lieux de soin, et qui ne compre-

naient pas que l'accès aux soins prodigués dans les camps leur fût interdit. Cela constitua une des causes de tension entre autochtones et étrangers, mais il y en eut bien d'autres, la question de l'eau en particulier.

Approvisionner en eau

La fourniture d'eau potable a été une priorité de l'intervention humanitaire. Lac Kivu chargé de cadavres, ravages du choléra : il fallait le plus rapidement possible éloigner les réfugiés de Goma. Mais l'eau n'a cessé d'être un problème pour les camps posés sur des champs de lave sans autre ressource que les flaques de pluie. À Katala et Kahido, des sources captées à proximité des camps pouvaient suffire à couvrir les besoins élémentaires. Mugunga et Lac Vert furent approvisionnés à partir d'une station de pompage des eaux du lac Kivu assez proche pour que la pose de canalisations n'ait pas été trop onéreuse. En revanche, le problème resta entier à Kibumba qui ne disposait pas de points de captage d'eau à proximité.

L'installation d'un camp à Kibumba, coïncé entre la frontière du Rwanda et le parc des Virunga, devait être provisoire (figure 2). Les mois passèrent, le camp resta. L'approvisionnement en eau de ses 200 000 habitants dépendit pendant plus de deux ans de la noria ininterrompue de camions entre une usine de traitement des eaux du lac Kivu installée par la coopération allemande (GTZ) à Goma et les équipements mis en place par l'OXFAM : réservoirs sur les points hauts du camp, réseau de distribution par gravité vers des plateformes comprenant une batterie de robinets, le tout prévu pour fournir huit litres par personne et par jour. ODA était chargé du transport de l'eau à l'aide d'un charroi de camions citernes qui effectuaient six rotations par jour sur la trentaine de kilomètres séparant Kibumba du lac Kivu. La pose de canalisation aurait été largement amortie... mais c'est le « provisoire » qui guidait la stratégie du HCR.

Cette question a irrité les Zaïrois qui reprochaient, non sans raison, au HCR de ne rien vouloir faire pour eux, alors qu'ils supportaient les nuisances et dégradations entraînées par la présence des camps.

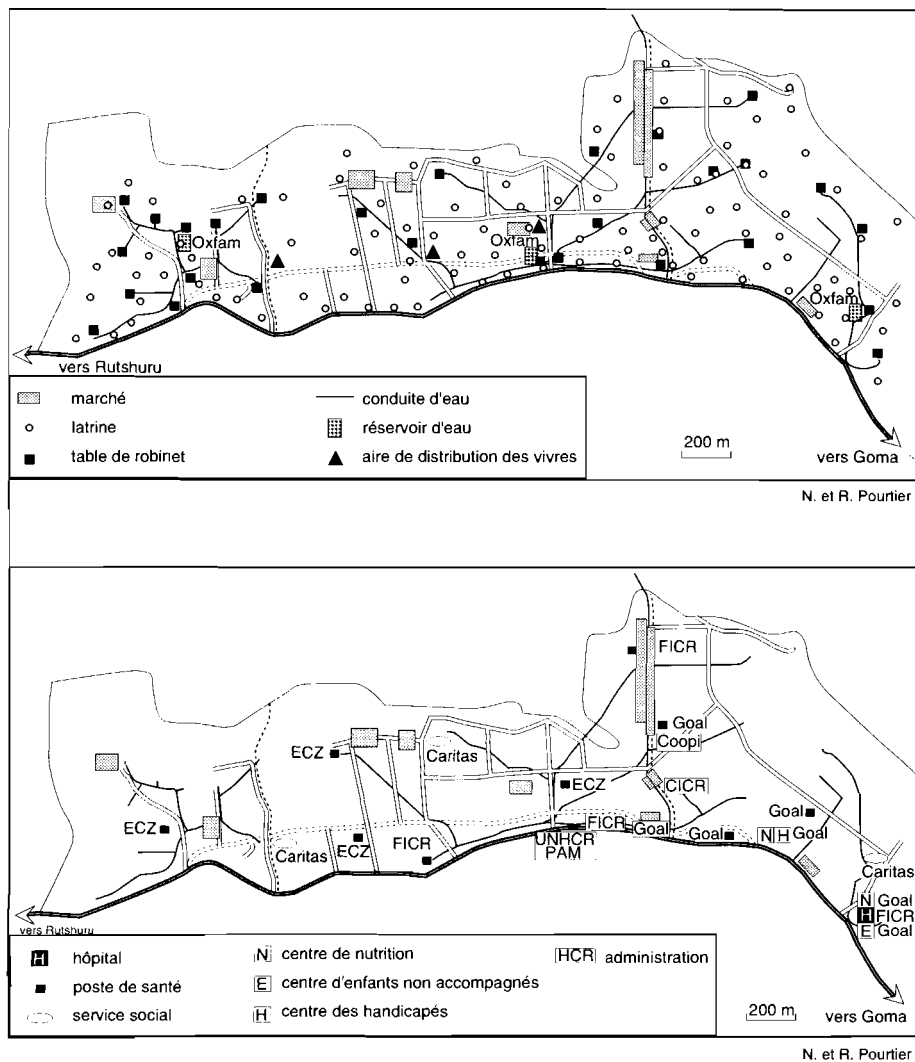


Figure 2
Camp de Kibumba.

L'adduction d'eau aurait pu desservir les villages qui auraient bénéficié des installations après le départ des réfugiés. Au lieu de cela, la ronde des camions creusait le budget du HCR et défonçait les routes de Goma. Par ailleurs, les Zaïrois observaient avec aigreur qu'ODA employait des chauffeurs étrangers, y compris « des blancs qui gagnent 2 000 dollars par mois » alors que le chômage sévit au Kivu et que le pays ne manque pas de chauffeurs compétents. Les camps du Kivu n'échappaient pas aux lois qui régissent le business humanitaire.

■ Le « food pipeline »

Le Programme alimentaire mondial (PAM), mieux connu dans la région sous sa version anglaise World Food Programme (WFP) dont les initiales peintes en grandes lettres permettaient de repérer les hangars de stockage de nourriture, avait la responsabilité de l'approvisionnement des camps en vivres et secondairement en « non food ». Son action dans la région des Grands Lacs était considérable puisqu'en 1995 il a eu à nourrir environ trois millions de réfugiés et déplacés rwandais et burundais, pour un coût arrondi de un million de dollars par jour.

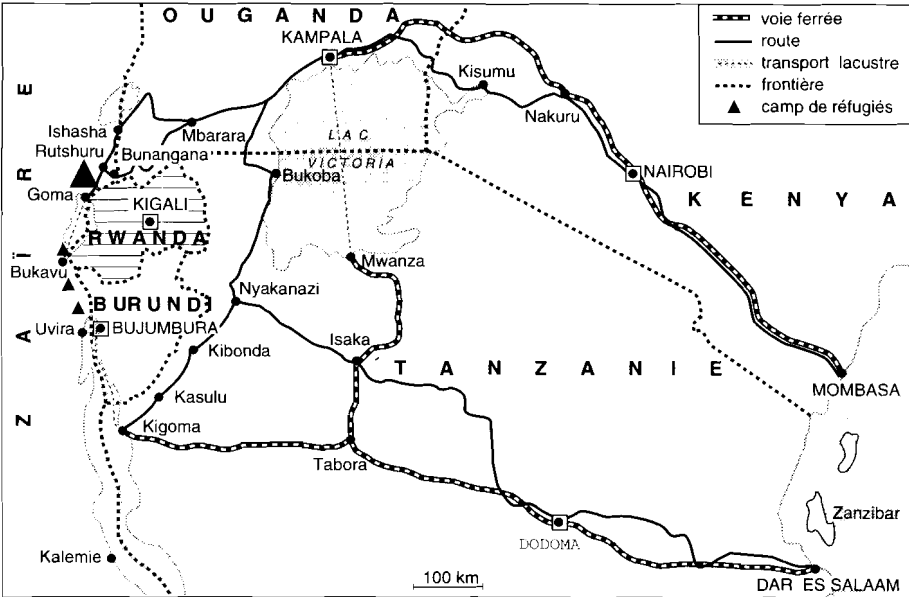
Dans ses prévisions régionales pour 1996, le PAM chiffrait ses besoins alimentaires à 500 000 tonnes pour une valeur de 314 millions de dollars.

Céréales	Légumineuses	Huile	Sel	CSB*	Sucre	DSM	Total
345 000	111 900	18 250	3 680	21 000	467	326	500 623
Valeur en milliers de US dollars							
179 191	96 402	22 624	1 641	13 379	322	622	314 181

* Corn Soja Blend

Source : World Food Program. Rwanda/Burundi Regional Emergency, 1996. Food and Cash Resource Requirements, déc. 1995.

■ Tableau 5
Besoins alimentaires en tonnes pour les camps
de la région des Grands Lacs.



N. et R. Pourtier

Figure 3

Corridors d'accès aux camps de réfugiés du Zaïre
(après la fermeture du Rwanda, en avril 1995).

La machine du PAM a dû surmonter quelques sérieux obstacles pour mettre en place sa logistique : insuffisance des moyens de transport depuis les ports de Mombasa et Dar-es-Salaam, fermeture du Rwanda au trafic en direction du Zaïre depuis avril 1995 (figure 3). Le « food pipeline » avait fini cependant par être bien huilé ; la distribution de la nourriture, précisément codifiée, était faite directement par le PAM ou par des ONG telles que CARE, Fédération Internationale de la Croix-Rouge (FICR), Caritas, GOAL, COOPI, etc. Des entrepôts permettaient d'éviter d'éventuelles ruptures : il existait ainsi quatre Extended Delivery Points (EDP) pour les camps de Goma. Les besoins théoriques par personne étaient fixés à 1 950 kilocalories par jour, mais le PAM n'en apportait que 80 %, les réfugiés étant censés se procurer le complément, en particulier les aliments frais, fruits et légumes. Les fraudes, importantes au début, avaient cessé d'être un problème majeur avec la mise en place progressive de systèmes de contrôle. En revanche, une « dîme » prélevée par l'encadrement politique des camps a certainement servi à l'achat d'armes.

La mise en place du food pipeline posa des problèmes considérables. Le Kivu, en effet, plus encore que le Rwanda et le Burundi est pénalisé par un fort enclavement. Aucune liaison routière praticable dans des conditions normales ne le relie à l'ouest du Zaïre. Le grand projet d'une liaison routière asphaltée entre Bukavu et Kisangani est resté inachevé : il manque encore le tronçon Hombo-Walikale. Le bitumage de l'axe nord-sud Goma-Lubero-Béni n'est pas allé jusqu'à son terme, une partie des crédits s'étant évaporée avant que l'entreprise brésilienne attributaire du chantier n'ait pu le terminer en 1992. En direction du sud, les liaisons sont pratiquement inexistantes au-delà d'Uvira. L'hypothèse d'un approvisionnement des camps à partir de l'Afrique du Sud, via le Shaba, n'a été envisagée que comme un ultime recours au cas où les voies ougandaises et tanzaniennes seraient fermées. Les seuls véritables axes de desserte continentale, routière et ferroviaire, sont donc en réalité les routes de l'est, celles qui, par l'Ouganda et le Kenya au nord, la Tanzanie au sud, débouchent sur l'océan Indien.

L'organisation des corridors d'accès aux camps de réfugiés de Tanzanie, du Zaïre, du Burundi, a été au cœur de toutes les politiques régionales de transport mises en œuvre par le PAM en concertation avec le HCR. Celles-ci revêtaient un aspect technique et financier : le calcul des coûts synthétisé par le LTSH (Loading, Transport, Storage, Handling) indiquait que le corridor tanzanien, via Dar-es-Salaam, était plus économique que le corridor Kenya-Ouganda, du fait, entre autre, du surcoût du shilling kenyan par rapport au shilling tanzanien. Mais l'aspect politique avait aussi son importance : quitte à aménager des axes de transport pour desservir les camps de réfugiés du Kivu, autant le faire par la Tanzanie puisque c'est le pays qui, après le Zaïre, hébergeait le plus de réfugiés rwandais. C'est pourtant à Kampala qu'était basée l'unité de coordination des transports du PAM pour toutes les opérations concernant les réfugiés rwandais : la Transport Coordination Unit (TCU) constituait le centre nerveux de l'ensemble du « pipeline management system », et c'est à une entreprise de la capitale ougandaise qu'avait été dévolu le principal marché de transport vers Goma.

L'acheminement de 500 000 tonnes de vivres a, non seulement saturé les capacités de transport régional, mais rendu indispensable une remise en état d'infrastructures vétustes, incapables de faire face à

ces besoins nouveaux. Pour 1996 le budget prévisionnel des opérations spéciales destinées au transport se décomposait comme suit (en dollars US) :

– aménagements portuaires	1 884 888 \$
– infrastructures ferroviaires	3 257 379 \$
– réhabilitation routière	1 768 384 \$
– base logistique	1 003 542 \$
Total	7 914 193 \$

Source : PAM, déc. 1995.

Les investissements ont profité principalement à la Tanzanie, notamment à la réhabilitation du maillon faible de la chaîne de transport, le chemin de fer TRC (Tanzania Railway Corporation) qui, comme beaucoup de chemins de fer africains, souffrait d'absence d'entretien de la voie et des matériels roulants. La réhabilitation de plusieurs axes routiers a été, par ailleurs, entreprise. En Tanzanie, la liaison Nyakananzi-Kibondo-Kasulu-Kigoma permet de contourner le blocus du Rwanda. Au sud-Kivu, la « route des escarpements » entre Bukavu et Kamanyola a été remise en état en 1995. Pour desservir Goma à partir de Kampala, la route de Bunangana a été réaménagée. La « Bunangana Road » est restée cependant difficile pour les gros camions dans le passage des escarpements. C'est pourquoi la réhabilitation d'une route de plaine, entre Rutshuru et Ishasha, était en cours en 1996, avec l'entreprise italienne Gastaldi. La remise en état de la liaison routière Goma-Bukavu était elle aussi prévue, sur financement allemand. La desserte des camps avait par conséquent contribué à l'amélioration des infrastructures de transport régionaux, en renforçant l'ancrage du Kivu à l'Afrique orientale.

■ Les limites de l'« humanitaire »

En novembre 1995, une lettre d'information de Caritas, de l'archidiocèse de Bukavu, témoignait de l'inquiétude et de l'amertume que faisait naître la situation au Kivu : « La victime dans tout cela c'est non seulement le réfugié, mais aussi le petit zaïrois (...). Le réfugié imagine plusieurs scénarios : faudra-t-il monter sur le camion du HCR

A&A Aide et Action	ECHO (GB)
ACTION A.I.D / ASSIST (GB)	ECZ Église du Christ au Zaïre
ADRA Adventist Development and Relief Agency	EUB Équipe d'urgence de la biodiversité
AEDES PATOS (Espagne)	FICR (IFRC) Fédération internationale de la Croix-Rouge
AEF African Education Fund International	FHI Food for the Hungry International
AFSEA Association française pour la sauvegarde de l'enfance et de l'adolescence	FPD Fondation du père Damien
AHA African Humanitarian Action	GOAL (Irlande)
AMI KIVU	GTZ Deutsche Gesellschaft für Technische Zusammenarbeit
AMDA Association of Medical Doctors for Asia	JRS Jesus Refugee Services
AMREF African Medical and Research Foundation	HI Handicap International
ARC American Refugee Committee	IHA Initiative humanitaire africaine
ARP Australian Relief Program	IHR International Islamic Relief Organisation
ASF Aviation sans frontière	IOM International Organisation for Migration
ASROMES	IRC International Rescue Committee
BDA British Direct Aid	LWF Luterian World Federation
CARE International (Australie, Canada)	MDM Médecins du monde
CARITAS International	MEDICOS Médicos en Catástrofe
CCT Christian Council of Tanzania	MEMISA Memisa Medicus Mundi (Hollande)
CEMUBAC Centre scientifique et médical de l'université libre de Bruxelles, pour ses activités de coopération	MMI Medicos Mundi Italy
CWA Church World Action (GB)	MPDL Movimiento por la Paz, el Desarme y la Libertad
CEPZA/CELZA Communauté des églises pentecôtistes du Zaïre	MSF Médecins sans frontières
CENARDI Centre d'études et de recherches scientifiques en nutrition appliquée pour le développement intégré au Kivu	NPA Norwegian People's Aid
Christoffel Blind Mission Interna (adventistes, USA)	ODA (GB)
CICR Comité international de la Croix-Rouge	OMNIS
CO/TF Christian Outreach/ Tear Fund	OXFAM
CONCERN (GB)	PAM (WFP) Programme alimentaire mondial. World Food Programme
COOPI Cooperazione Internazionale (Italie)	PNUD Programme des Nations unies pour le développement
DRA Disaster Relief Agency	SCF-UK Save the Children Fund
	SEIPI Santé et éducation pour l'intégration des populations inaccessibles
	SAEU Southern Africa Extension unit
	Terre sans frontière (Belgique)

Tableau 6
ONG en activité dans les camps de réfugiés rwandais.

à destination du Rwanda, ou fuir vers les montagnes du Kivu ? Décision difficile à prendre parce que, dans les deux cas, il sait ce qui l'attend : une terrible souffrance et peut-être la mort.

Et le petit zaïrois s'inquiète. Son sort n'est pas plus enviable que celui du réfugié, car cette affaire ne se terminera pas sans provoquer d'énormes « casses » chez les Zaïrois.

Le fonctionnaire humanitaire, lui, est calme et paisible. On a déjà monté pour lui des plans d'évacuation rapide (...) en cas de débordement ou d'embrasement » (Dorlodot, 1996, p. 236-37).

L'action humanitaire soulève, ici comme ailleurs, un certain nombre de questions complexes auxquelles on ne peut apporter de réponse simple. J'en évoquerai seulement quelques facettes en rapport avec la situation qui prévalait au Kivu en 1996-97.

La perception de l'humanitaire et des « humanoïdes », comme disaient les Zaïrois, est faite d'ambiguïtés et de contradictions. Comment ne pas souscrire à l'action d'urgence, à l'intervention internationale qui a épargné une mort rapide à des centaines de milliers de personnes ? Mais comment ne pas s'interroger sur les conséquences locales de la présence, sur un temps assez long, de la lourde machine humanitaire ?

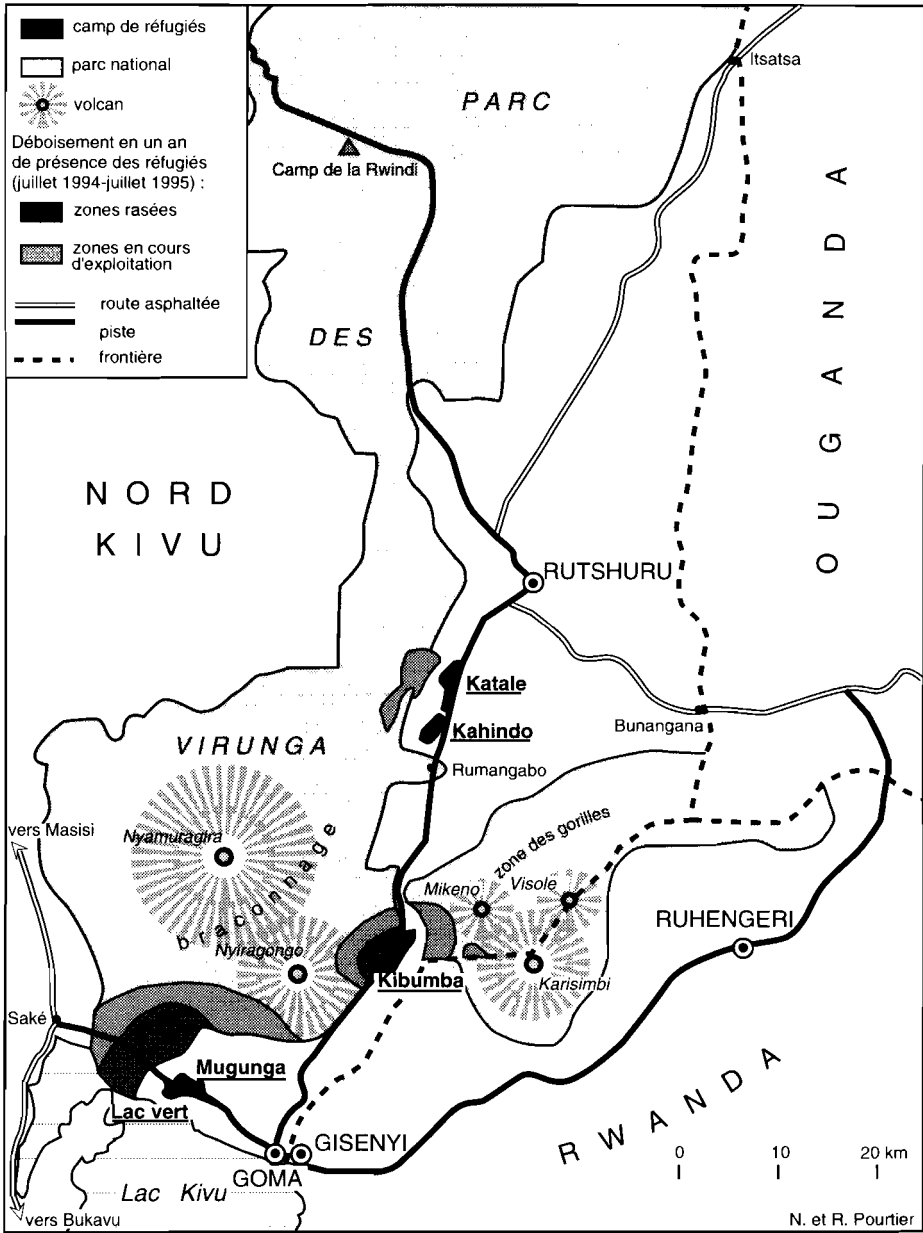
Dès la période d'urgence, déjà, des tensions ou des incompréhensions apparaissent entre le HCR et les ONG étrangères, d'une part, la société civile locale, d'autre part, cette dernière se sentant exclue d'une action dont elle se rendit vite compte qu'elle était entièrement sous le contrôle du « business » humanitaire et manifestait à l'occasion l'arrogance des riches. Le ressentiment vis-à-vis des ONG est assez répandu : trop d'argent fait envie dans un pays où l'argent est si rare et si mal partagé. Comment ne pas chercher à profiter de la manne, surtout quand on a des capacités d'action que certaines ONG venues « en touriste » n'avaient certes pas ?

Les ONG présentent une extrême diversité. À côté des grandes organisations, telles que la Croix-Rouge agissant sous son double label, CICR, Comité International de la Croix-Rouge (suisse) et FICR, Fédération Internationale de la Croix-Rouge-Croissant-Rouge, ou encore Caritas, CARE ou OXFAM, interviennent de nombreuses petites ONG, le plus souvent confessionnelles, quelques-unes d'origine locale. Le HCR contracte avec les plus performantes d'entre elles, pour la

gestion des camps, ou l'accomplissement de tâches spécifiques (santé, éducation, distribution d'eau ou de bois, etc.). Les ONG semblent assez jalouses de leurs prérogatives ; elles revendiquent leur territoire d'action, font prévaloir leurs compétences, au détriment parfois d'associations locales qui ont du mal à se placer sur un marché encombré. Elles n'échappent pas à la lourdeur bureaucratique ; la pratique gestionnaire tend à faire oublier le sens d'un engagement fondé sur une certaine éthique, d'autant plus qu'une partie du personnel se compose de professionnels de l'humanitaire. Ils ont « fait » le Kivu après la Somalie et l'Éthiopie, le Cambodge ou la Bosnie, parcourant de chantier en chantier la planète des réfugiés.

La plupart des ONG présentes dans les camps du Kivu étaient anglo-saxonnes, souvent d'obédience protestante. En comparaison, la présence française était des plus discrètes : l'Association française pour la sauvegarde de l'enfance et de l'adolescence (AFSEA) accomplissait son œuvre loin de toute médiatisation. D'une manière plus générale, les francophones ont cédé le terrain aux anglophones : il est significatif que les premiers mots d'accueil des enfants lors d'une visite de camp aient été « good morning » plutôt que « bonjour ». Tout se passait comme si l'effacement de la présence française devait faire oublier le tintamarre de l'« Opération turquoise ».

L'entreprise ONG était, bien sûr, très sollicitée localement : c'était une véritable aubaine pour ceux qui, par compétence, habileté ou hasard y trouvaient une place, accédant ainsi à un salaire confortable pour le standard zaïrois. Ceux-là étaient les premiers à souhaiter le maintien des camps. Mais pour quelques bénéficiaires de l'afflux des réfugiés, la grande majorité des Zaïrois n'en a subi que les conséquences négatives. Le coût de la vie a considérablement augmenté. Le petit peuple démuné se plaignait d'être exclu de l'économie humanitaire où le dollar est roi, tout comme il se plaignait de ne pouvoir bénéficier, à l'instar des réfugiés, de la santé gratuite, ou de distribution de nourriture. Sans compter l'insécurité qui n'a cessé de former la toile de fond de la vie quotidienne. Jamais avant l'arrivée des ONG il n'y avait eu tant de « riches » à Goma, si ce n'est les touristes – espèce quasiment disparue avec l'installation des camps aux portes des Virunga – mais ceux-ci ne faisaient que transiter et contribuaient par des voies jugées normales à l'économie urbaine, à la différence de l'humanitaire perçu comme un corps étranger, roulant carrosse en



Source : Nicolas Blondel, un an de présence des camps de réfugiés, PSRR

Figure 4
Camps de réfugiés du Nord-Kivu : un environnement menacé.

land cruiser, superbement protégé et échappant presque totalement à l'emprise du milieu local.

La société civile zaïroise dans son ensemble se sentait rejetée, mais aussi des entreprises qui auraient pu contribuer à l'activité générée par les camps et qui n'ont pas été sollicitées ou se sont vu décliner leur offre. Tel est le cas de la première entreprise de transport de la région, TMK (Transport et manutention du Kivu), implantée de longue date à Goma. Associée à Interfreight (aujourd'hui racheté par Transalpina) TMK approvisionne l'est du Zaïre depuis Nairobi ou Mombasa, avec sa flotte de plus de cent camions. Mais le but de l'humanitaire n'était pas de donner du travail à des entreprises implantées au Zaïre : le PAM agissait en fonction de stratégies globales. Il lui fallait tenir compte des camions et des chauffeurs disponibles depuis que la Somalie ne se trouvait plus sur la liste de l'aide. TMK n'attendait certes pas le marché humanitaire pour survivre. Mais le fait que cette entreprise « phare » du Kivu – qui est aussi le principal transporteur aérien de l'est du Zaïre – en soit exclue agaçait ses dirigeants et, au-delà, les Zaïrois conscients que leur pays supportait les désagréments de la présence des réfugiés, sans contrepartie suffisante. Le Zaïre s'est retrouvé marginalisé, au triple point de vue géographique, politique, économique, dans la gestion des camps de réfugiés implantés sur sa névralgique frontière de l'Est. Ce retrait préfigurait le basculement vers l'est du centre de gravité géopolitique de l'Afrique médiane, basculement accompli par la guerre du Zaïre sur les décombres des camps et l'impuissance de l'humanitaire.

■ Des réfugiés dans les « parcs »

La concentration de 700 000 réfugiés au Nord-Kivu et l'anarchie qui régna au cours des premiers mois de leur arrivée menacèrent le parc des Virunga d'un désastre écologique. Il est vrai qu'on ne pouvait pas rêver de sites à si haut risque que ceux qui furent choisis pour les camps (figure 4). L'Institut zaïrois de conservation de la nature (IZCN) tira aussitôt le signal d'alarme, mais il y avait d'autres priorités que la protection de ce parc que l'Unesco avait classé « site du patrimoine

mondial » en 1979. D'une superficie de 800 000 hectares, le parc des Virunga, ancien parc Albert créé en 1935, s'allonge sur 300 km du nord au sud. Sa diversité écologique, la richesse de sa faune, en font un des parcs les plus importants du continent et le support d'une activité touristique qui fut la première ressource du Nord-Kivu, avant que celui-ci bascule dans le cycle des violences.

L'arrivée des réfugiés a provoqué une série de prédateurs. Le secteur centre fut le domaine de prédilection du braconnage, notamment des hippopotames. Selon l'IZCN, le troupeau aurait chuté de 40 000 à peut-être 10 000 têtes entre 1994 et 1996. Les gardes-parcs étaient impuissants face aux bandes organisées, constituées principalement de militaires (Zaïrois et ex-FAR) qui entretenaient un climat d'insécurité. Le secteur sud fut le plus menacé, comme étant le plus proche des camps. Or, c'est sans doute le plus riche par la variété de ses biotopes, et la présence des fameux gorilles de montagne, environ 600, répartis entre Zaïre, Ouganda et Rwanda ; 300 étaient recensés dans le secteur du volcan Mikeno, proche du camp de Kibumba. Ces gorilles furent doublement menacés. Par l'insécurité croissante, mais surtout par la destruction de l'« étage des bambous » qui leur sert d'habitat et fournit une partie de leur nourriture. Cette destruction résulta des coupes pratiquées par les réfugiés pour leurs besoins en bois d'œuvre : les bambous étant utilisés pour la construction des « blindés ». Sans doute, cela peut-il paraître dérisoire, sinon indécent, d'évoquer le sort de quelques gorilles vivant dans les brumes des hautes terres interlacustres alors que des centaines de milliers d'humains issus de la région des Grands Lacs sont morts de mort violente.

Mais l'atteinte la plus spectaculaire au milieu a été provoquée par les déboisements dans le parc des Virunga pour l'approvisionnement des camps en bois de feu. Prises au dépourvu, et au demeurant sans moyen de contrôle ni d'action, les autorités zaïroises ne purent que laisser faire. Elles tolérèrent l'entrée dans le parc deux fois par semaine, pour ramasser du bois mort, mais en réalité, les gardes de l'IZCN ne pouvaient qu'observer l'inexorable progression du front de déboisement. Seule la fourniture de bois par le HCR, lorsqu'elle s'organisa, put limiter les dégâts, sinon les stopper totalement : des charbonniers armés s'étaient installés dans le parc pour y produire le charbon de bois destiné au marché de Goma, avec la complicité de militaires qui participaient à cette activité lucrative.

L'ampleur des destructions occasionnées par les réfugiés avait suscité la création du Programme spécial de réhabilitation des pays voisins du Rwanda (PSRR), financé par l'Union européenne. À Goma, des chercheurs affectés à ce projet ont pu cartographier l'extension des déboisements, par interprétation d'images Landsat complétée par des observations de terrain et des comptages. Un bilan a pu ainsi être dressé, après un an de présence des réfugiés (août 1994-août 1995) : 7 820 ha de forêt étaient touchés. Cela correspondait à la destruction annuelle de 3,8 ha pour 1 000 réfugiés (PSRR, 1995). Ces quelques chiffres soulignent les conséquences environnementales de la concentration de 700 000 personnes pour lesquelles la fourniture de bois n'avait pas été initialement prévue. Mais il faut bien faire la cuisine, et, quelquefois, un peu de feu pour se chauffer ou se sécher : les nuits sont fraîches entre 1 500 et 1 800 m d'altitude, les brouillards et les pluies fréquents.

Le problème avait été progressivement résolu par la fourniture de bois par le HCR, à raison de un kg par personne et par jour. Le bois était acheté auprès de propriétaires de plantations d'eucalyptus – héritage de la politique forestière coloniale – assez nombreuses au Kivu mais éloignées des camps et souvent difficiles d'accès. En complément de l'apport de bois, pour lequel quelques ONG s'étaient spécialisées, par exemple GTZ, des campagnes en faveur de l'utilisation de fourneaux améliorés avaient été menées dans quelques camps, non sans succès. La population disponible et captive des camps peut être rapidement réceptive aux améliorations techniques de son quotidien.

■ La guerre malgré tout

Balayant deux années d'engagement ambigu de l'humanitaire au Kivu, la guerre a finalement tranché et redistribué les cartes. Le problème des réfugiés a connu un dénouement tragique. On n'ose pas parler de génocide, non pas parce que les preuves manquent, mais parce que les victimes étaient marquées, innocentes comme coupables, des stigmates collectifs de l'infamie du génocide de 1994. Mais alors, comment qualifier ces morts seulement coupables, pour une partie d'entre eux, d'avoir été des réfugiés hutu, pris en otage après avoir servi de bouclier dans les camps du Kivu ?

Cet aboutissement ne peut que susciter une question lancinante : à quoi a servi la machine humanitaire ? Pouvait-on faire autrement ? La « communauté internationale », en clair les grandes puissances du « nord », venue au chevet d'une humanité souffrante, pouvait-elle faire plus que d'aider, financièrement, à son sauvetage ? Sous l'égide du HCR, elle a nourri et soigné les réfugiés pendant deux années. Elle s'est donné bonne conscience mais a refusé d'agir. Arrivés dans l'urgence pour sauver des vies, les humanitaires sont repartis dans l'urgence pour protéger la leur. Amer constat d'impuissance.

Pendant ce temps, l'Histoire a tracé son chemin, une Histoire dont les acteurs sont de plus en plus exclusivement africains. Pour diverses raisons, les puissances occidentales, à l'exception de la France, ont freiné des quatre fers pour éviter d'intervenir. La force multinationale que le Conseil de sécurité de l'ONU finit par mettre sur pied le 15 novembre 1996 ne fut qu'un simulacre ; elle replia bagage avant même de s'être déployée, à la nouvelle du retour au Rwanda de plus d'un demi-million de réfugiés. Beaucoup d'autres furent sacrifiés sur l'autel de la réalpolitik qui, on le sait, ne fait pas bon ménage avec les sentiments.

Le sort des armes a tourné en faveur de la coalition constituée autour du pouvoir tutsi du Rwanda, soutenu par l'Ouganda et relayé au Zaïre par l'AFDL, avec l'aide discrète mais efficace des États-Unis et l'appui militaire décisif de l'Angola. La liquidation des réfugiés hutu restés au Zaïre et de la menace qu'ils faisaient peser à terme sur le pouvoir de Kigali fut un des objectifs de la guerre, un gage que Kabila devait donner à ses alliés. L'humanitaire ne fait pas partie du vocabulaire du nouveau maître du nouveau Congo.

En quelques années, le paysage politique de l'Afrique centrale a profondément changé. Les Belges en retrait, les Français, limités dans leur action pour n'avoir pas vu à temps les mouvements de fond du continent, ont laissé la porte grande ouverte aux États-Unis, et renforcé l'arrimage de la crête Congo-Nil à l'Afrique orientale, swahili et anglophone. Il y a dans cette évolution une logique spatiale : l'expansion francophone du Rwanda et de son faux jumeau le Burundi tourne le dos au Zaïre. La guerre du Rwanda prolongée par celle du Zaïre s'est conclue par la défaite du pouvoir hutu, mais elle scelle aussi la fin d'une illusion territoriale. Si Mobutu avait encore pu prétendre exercer un magister sur la CEPGL, Communauté écono-

mique des pays des Grands Lacs, Kabila ne saurait oublier qu'il est redevable aux maîtres tutsi du Rwanda de sa conquête du pouvoir. À la fin 1998, cet arrière-plan politique donne sa pleine signification au tragique destin des réfugiés, sacrifiés sur l'autel de l'histoire africaine.

Bibliographie

- Bradol (J.H.), Guibert (A.), 1997 —
Le temps des assassins, Rwanda, Kivu, 1994-1997, *Géopolitique d'une Afrique médiane*, *Hérodote*, 86-87 : 116-149.
- Dorlodot (P. de), 1996 —
Les réfugiés rwandais à Bukavu au Zaïre. De nouveaux Palestiniens ?, Paris, L'Harmattan, 253 p.
- Godding (J.P.), 1997 —
Réfugiés rwandais au Zaïre. Sommes-nous encore des hommes ?, Paris, L'Harmattan, 226 p.
- HCR, 1997 —
Les réfugiés dans le monde 1997-1998. Les personnes déplacées : l'urgence humanitaire, Paris, La Découverte, 296 p.
- Le Pape (M.), 1997 —
La presse et les réfugiés rwandais au Congo-Zaïre, *Afrique contemporaine*, 183, juil-sept. : 57-66.
- Pourtier (R.), 1996 —
La guerre au Kivu : un conflit multidimensionnel, *Afrique contemporaine*, 180, oct.-déc. : 15-38.
- Pourtier (R.), 1997 —
Congo-Zaïre-Congo : un itinéraire géopolitique au cœur de l'Afrique, *Géopolitique d'une Afrique médiane*, *Hérodote*, 86-87 : 6-41.
- Pourtier (R.), 1997 —
Du Zaïre au Congo : un territoire en quête d'État, *Afrique contemporaine*, 183, juil.-sept. : 7-30.
- Reyntjens (F.), 1997 —
La rébellion au Congo-Zaïre : une affaire de voisins, *Géopolitique d'une Afrique médiane*, *Hérodote*, 86-87 : 57-77.
- Willame (J.C.), 1997 —
Banyarwanda et Banyamulenge. Violences ethniques et gestion de l'identitaire au Kivu, Bruxelles, Institut africain-CEDAF, Paris, L'Harmattan.